

PRÉSENTATION DE THÈSE

LE RÔLE DES RÉGIONS EUROPÉENNES DANS LA REDÉFINITION DES POLITIQUES AGRICOLES¹

par Aurélie Trouvé

Présentation de Jean-Christophe Kroll²:

1. Le cadre institutionnel

La thèse a été réalisée au sein du laboratoire CESAER, Centre d'Économie et de Sociologie appliquées à l'Agriculture et aux Espaces Ruraux, unité mixte de recherche INRA-ENESAD, laboratoire d'accueil de l'école doctorale « Gestion-Economie-Formation » de l'Université de Bourgogne.

Elle a été présentée et soutenue publiquement le 14 mars 2007 et elle a obtenu la mention très honorable, avec les félicitations unanimes du jury, ainsi que le prix « Vouters » de la meilleure thèse en sciences économiques et de gestion de l'Université de Bourgogne.

2. Contenu

Dans un contexte d'extension du principe de subsidiarité et de renforcement du rôle des collectivités territoriales dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques, la régionalisation des politiques agricoles peut-elle constituer une réponse à la crise actuelle de la PAC ? En l'absence de compromis aux échelons européens et nationaux entre intérêts économiques divergents, les régions peuvent-elles constituer le lieu d'élaboration de nouveaux compromis, susceptibles de soutenir de nouvelles formes de régulation du secteur agricole, et de son insertion dans le territoire ? Ainsi que le laissent entrevoir les discours théoriques et politiques, une articulation nouvelle à l'échelon régional entre secteur et territoire peut-elle constituer la base d'un nouveau compromis en faveur de la multifonctionnalité agricole et rurale ?

Pour répondre à ces questions, la thèse propose un cadre analytique original qui vise à mobiliser les acquis de l'institutionnalisme et de l'économie de la régulation pour définir une méthodologie d'étude des politiques agricoles dans les régions :

- La première étape de l'analyse met en évidence la crise de la Politique agricole commune, la décomposition du compromis fondateur de cette politique et l'opposition exacerbée entre les différents groupes d'intérêt socio-économiques. (chapitre 1).
Parallèlement, la thèse identifie dans chaque État membre les différentes voies par lesquelles les régions européennes acquièrent des marges de manœuvre réglementaires et budgétaires supplémentaires en matière de politiques agricoles (chapitre 2).
- Une analyse statistique des budgets permet d'identifier des combinaisons entre différents leviers d'intervention des régions et de caractériser les choix des régions en matière de politique agricole (chapitre 3). Des fenêtres d'opportunité apparaissent, mais les nouvelles formes d'articulation du secteur au territoire opèrent de manière marginale et hétérogène selon les régions (chapitre 4).

¹ Thèse de Sciences économiques, Université de Bourgogne, INRA ENESAD, 2007. 401 pages.

² Membre de l'Académie d'Agriculture de France, professeur d'économie rurale à l'ENESAD, 26, boulevard du Docteur Petitjean, BP 87999, 21079 Dijon cedex. Courriel : jc.kroll@enesad.fr

- L'analyse des rapports de pouvoir, qui prend appui sur des études monographiques et des enquêtes approfondies dans huit régions européennes (Rhône-Alpes, Pays de Loire, Alsace, Nord-Est de l'Angleterre, Écosse, Hesse, Schleswig-Holstein, Bavière) met en évidence les contraintes fortes et multiples qui s'exercent sur les régions, de la part des autres échelons étatiques comme des acteurs locaux de la gouvernance (chapitre 5).
- *In fine*, il apparaît bien que les régions restent dépendantes d'une libéralisation globale des politiques agricoles, qu'elles tendent à accompagner plutôt qu'à contrecarrer. L'analyse statistique comparative des budgets, et l'identification des différents scénarios possibles montrent que la régionalisation des politiques agricoles se trouve en contradiction avec la cohésion européenne, et tend à accompagner l'éclatement des politiques agricoles européennes (chapitre 6).

La réponse à la crise de la PAC n'est donc pas dans une recomposition, à l'échelle régionale, des interventions de politique agricole, mais bien dans une articulation repensée des modalités d'intervention nécessaires aux différents échelons, européens, nationaux et régionaux.

3) **Intérêt et apport du travail**

La construction d'un cadre théorique large qui mobilise les acquis de l'économie de la régulation, du fédéralisme fiscal, ouvert sur les questions d'économie et de sciences politiques permet une interprétation originale des projets de politique agricole à partir de trois référentiels idéologiques structurants Des discours des différents groupes de pression (néo-libéral, néo-mercantiliste et multifonctionnel). Il débouche sur une grille d'analyse des politiques agricoles des régions et des marges de manœuvres dont elles disposent, qui permet de structurer l'analyse comparative des repérages monographiques approfondis, effectués dans les huit régions européennes étudiées.

Outre un travail minutieux de description et d'analyse comparative des divers dispositifs institutionnels régionaux et de leur articulation aux dispositifs nationaux et communautaires, la thèse comprend un travail d'élaboration de données et d'analyse statistique innovant. En effet, l'ambition du travail n'est pas simplement d'ordre théorique. Il vise aussi la production d'informations et d'analyses utiles à la décision publique. Cela conduit à traiter un sujet d'actualité, qui concerne un processus en train de se faire, sur lequel il n'existe pas d'information immédiatement disponible : d'où un important travail de collecte et de recoupement des informations pour constituer une base de données originale, bien qu'encore incomplète, concernant notamment la composition et le montant des engagements budgétaires des différentes régions européennes en matière de politique agricole et de développement rural. Le traitement statistique des données permet ainsi d'identifier différents leviers d'intervention et de construire une typologie des formes régionales d'intervention agricole (priorité à l'environnement, priorité à la compétitivité, priorité à la diversification et au développement rural, intervention multidirectionnelle).

L'analyse statistique se complète d'une analyse approfondie des jeux d'acteurs, des innovations institutionnelles et des nouvelles formes de gouvernance des politiques agricoles qui émergent à l'échelon régional, ainsi que des implications qui en résultent concernant le renforcement de la dimension territoriale dans la régulation sectorielle. Elle permet d'alimenter une réflexion sur l'intérêt et les limites de ces nouvelles formes, en particulier leurs implications en matière de cohésion, afin de mieux identifier les enjeux des réformes de la PAC et d'une possible régionalisation des politiques agricoles.

En ce sens, même s'il est permis au lecteur de ne pas partager entièrement les conclusions de l'auteur, le travail proposé constitue sans conteste une contribution déterminante pour éclairer les débats actuels de politique agricole dans un contexte de désengagement des institutions communautaires.